



**HAL**  
open science

## Les forums de discussion. Lieu d'expression de la “société civile yéménite” ?

Patrice Chevalier

► **To cite this version:**

Patrice Chevalier. Les forums de discussion. Lieu d'expression de la “société civile yéménite” ?. 2006.  
halshs-00551061

**HAL Id: halshs-00551061**

**<https://shs.hal.science/halshs-00551061>**

Preprint submitted on 3 Jan 2011

**HAL** is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Patrice CHEVALIER  
Institut d'Études politiques de Lyon / Université Lyon 2 Louis-Lumière ;  
Chercheur associé au Centre français d'Archéologie et de Sciences sociales de Sanaa  
(CEFAS), Yémen  
[chevalier.pat@laposte.net](mailto:chevalier.pat@laposte.net)

*LES FORUMS DE DISCUSSION.  
LIEU D'EXPRESSION DE LA « SOCIÉTÉ CIVILE YÉMÉNITE » ?*

Depuis qu'elle a fait son apparition au Moyen-âge, la notion de « société civile » n'a cessé d'évoluer, de se transformer et de revêtir des significations fort différentes qui mettent dans l'embarras le chercheur non spécialiste de la question. Elle se distinguerait de l'État, mais certains lui associe l'idée d'un contre-pouvoir l'associant ainsi à la large sphère du politique. Elle ne serait pas non plus le marché, même si elle entretient parfois des relations avec les opérateurs économiques. Elle serait séparée de la société religieuse bien qu'elle ait parfois des relations avec les institutions religieuses (Pirote, 2007, 5). Ainsi, alors que l'on classe les ONG et les associations parmi les acteurs fondamentaux de la société civile, beaucoup coordonnent leurs activités avec les États, démarchent les entreprises privées pour lever des fonds et se déclarent islamiques ou catholiques. Où devons-nous classer un fonctionnaire qui parallèlement à son travail participe bénévolement aux activités d'une ONG ? Les écueils sont donc nombreux, les catégorisations difficiles à établir, il n'est donc pas aisé de s'y retrouver. Le caractère polysémique de cette notion a ainsi fait dire à certains que « devenu l'étiquette de toutes sortes de marchandises, ou parfois même le label du vide, "société civile" forme un lieu commun où les commodités d'un mot de passe permettent de se parler sans savoir ce que l'on dit »<sup>1</sup>. Par ailleurs, l'évolution de ce concept est étroitement liée à la modernité politique (le système démocratique), économique et sociale, ainsi qu'à l'histoire de la pensée politique et philosophique du monde occidental. Certains chercheurs, refusant le postulat qu'il serait universel et exportable en tout lieu, s'interrogent sur l'existence d'une société civile en dehors des sociétés qui ont façonné cette notion (Pirote, 2007, 86 et Badie, 1992, 116).

Notre propos n'est évidemment pas d'instruire ici le procès de ce concept scientifiquement flou, mais de voir s'il peut être appliqué de manière opérante à notre terrain, le Yémen, et à notre objet d'étude, les internautes et les forums de discussion. Il nous fallait avant tout pour cela adopter une définition assez large qui pouvait *a priori* être acceptable et applicable ici. Cette tâche est d'autant plus ardue que nous ne traitons pas de personnes regroupées en organisations, mais d'individus séparés ou, pour reprendre l'expression de J. Lohisse, « cellulés »<sup>2</sup> aussi bien dans l'espace que dans le temps, et dont le seul point commun apparent est d'interagir dans le monde virtuel. Nous avons ainsi tenté de confronter la réalité du terrain avec la définition assez large et neutre donnée par B. Badie. Selon lui, trois critères seraient nécessaires à l'existence d'une société civile : « 1) la

---

<sup>1</sup> D. Colas cité par Pirote, 2007, 5.

<sup>2</sup> Cité par Compiègne, 2007, 87.

différenciation des espaces sociaux privés par rapport à l'espace politique ; 2) l'individualisation des rapports sociaux qui confèrent ainsi à l'allégeance citoyenne une valeur prioritaire ; 3) l'horizontalité des rapports à l'intérieur de la société qui fait préférer la logique associative à la structuration communautaire et qui, à ce titre, marginalise les identifications particularistes au profit de l'identification stato-nationale » (Badie, 1992, 116sq). Après examen et au regard de cette définition, nous verrons si les forums de discussion sont ou non un espace que l'on peut classer sous le qualificatif de société civile et si cette notion peut apporter un éclairage sur le net yéménite et ce qui s'y passe.

## L'INTERNET AU YEMEN : Apparition et développement

L'internet est introduit au Yémen en 1996, mais en raison du fort taux d'analphabétisme (encore de 40,8 % aujourd'hui<sup>3</sup>), d'un réseau téléphonique ne couvrant pas l'ensemble du pays et du coût élevé de l'abonnement, le nombre d'abonnements et donc d'internautes est longtemps resté proche zéro. Bien que le nombre d'utilisateurs soit en constante augmentation depuis l'année 2000, celui-ci reste encore faible<sup>4</sup> même si, suite à une décision présidentielle visant à favoriser l'accès à ce nouvel outil à un plus grand nombre de personnes, le coût de la minute est passé de trois à un riyal yéménite en 2004.

On peut estimer que c'est vers 1999/2000 que l'internet fait réellement son entrée dans la vie de quelques Yéménites, et ce avant tout grâce à l'essor florissant de nombreux cafés internet (*marâkiz lil-ittisâlât wal-intirmit*) dans les villes et certains villages. Ces lieux permettent ainsi aux individus ne disposant pas d'une connexion à domicile de naviguer sur le net pour un coût modique. On peut aisément voir une corrélation entre la multiplication des cafés internet et le fait que, au tournant du siècle, certains Yéménites ont commencé à y voir un moyen d'informer et/ou de communiquer avec leurs concitoyens. Jusque-là quasi inexistant, le nombre grandissant d'internautes devenait alors un public à toucher.

Les premiers acteurs à avoir investi la toile sont la plupart des grands médias imprimés qui lancent une version numérique de leurs journaux. Conscients que la presse yéménite n'est pas, sauf à de très rares exceptions, diffusée hors des frontières du pays, les propriétaires espèrent ainsi toucher un lectorat extérieur. Mais il faut noter que même si quelques uns sont réellement indépendants, la très grande majorité des journaux ont avant tout une vocation partisane. Soutenus, affiliés ou financés par un parti politique, ils ont plus pour mission de diffuser leurs opinions politiques que d'informer *stricto sensu* le lectorat. Ainsi, loin d'être une entreprise lucrative, créer et maintenir un titre ou un site internet relève avant tout de la nécessité de participer et de tenir sa place dans le débat public et de rester présent sur le front de l'opinion.

Pour une deuxième catégorie d'acteurs, l'internet relève d'un tout autre intérêt. Bien que la Constitution et les lois yéménites confèrent à la presse une grande liberté d'expression, la justice ordonne parfois la fermeture temporaire de certains journaux

---

<sup>3</sup> Dernier chiffre donné le 5 mars 2009 par la CIA dans son World Factbook du Yémen (<https://www.cia.gov/library/publications/the-world-factbook/geos/ym.html>).

<sup>4</sup> Toujours selon les dernières statistiques de la CIA (<https://www.cia.gov/library/publications/the-world-factbook/rankorder/2153rank.html>), mais également du site Internet World Stats (<http://www.internetworldstats.com/middle.htm#sa>), 1,4% de la population yéménite utilisait l'internet en 2007. Ainsi, le nombre d'internautes est passé de 270 000 internautes en 2006 à 320 000 en 2007.

d'opposition pour des motifs tout à fait légaux, mais qui en réalité avaient parlé de sujets officieusement interdits<sup>5</sup>. Comme l'internet n'est pour le moment soumis à aucun cadre législatif, cette presse d'opposition a rapidement vu dans l'internet le moyen d'échapper aux sanctions financières et aux suspensions. Ainsi, même si la version imprimée devait être bloquée, la version numérique continuerait à paraître. En 2006, le journal *Al-shûra* a même renoncé à sa version papier pour ne plus exister que sur le net<sup>6</sup>.

L'internet attire enfin une troisième catégorie d'acteurs et d'internautes qui nous intéresse plus directement ici. Des citoyens extérieurs au monde de l'information, souvent mécontents ou insatisfaits du contenu des médias professionnels, décident de créer des sites d'information qui répondront en premier lieu à leurs attentes de citoyens. Ces sites sont relativement nombreux, nul besoin de tous les citer<sup>7</sup>, sauf peut-être brièvement *Mareb Press*, webzine indépendant fondé en janvier 2006 par une petite équipe de cinq personnes. Un traitement de l'actualité renouvelé et des méthodes de travail différentes (notamment par la réalisation d'enquêtes de terrain) ont permis à ce nouveau média de devenir une référence aussi bien pour les journalistes yéménites (qui l'utilisent souvent comme une source fiable), que pour les agences de presse internationales (AFP, Reuters, etc.)<sup>8</sup>.

À côté de ces acteurs de l'information, il faut maintenant se concentrer sur les internautes qui ne souhaitent pas devenir journalistes, mais qui veulent néanmoins participer au débat public et partager leurs opinions sur les diverses questions qui agitent le Yémen et le monde, et qui peuvent le faire sur les nombreux forums de discussions (*muntadayât*).

## LES FORUMS DE DISCUSSIONS

### Développement, typologie et audience

Comme nous l'avons dit, très vite après l'apparition de l'internet au Yémen, certains Yéménites ont compris qu'ils pouvaient utiliser cet outil comme un espace d'expression plus libre que les médias traditionnels, mais surtout accessible à un plus grand nombre de citoyens désirant s'exprimer sur divers sujets et en débattre publiquement. C'est ainsi que petits à petit, ils ont conçu des forums de discussions, créant ainsi un nouvel espace de dialogue en marge de ceux déjà existant. Le premier forum yéménite, aujourd'hui fermé, a ouvert ses pages aux internautes en 1999 ; les initiatives de ce type n'ont depuis lors cessé de se multiplier jusqu'à atteindre à notre connaissance le nombre de 53 en mars 2009, et cela sans compter tous ceux qui composent seulement une annexe des sites d'information, d'associations ou encore de partis politiques. Si ces forums sont toujours peu ou prou structurés par les mêmes sections thématiques (informations/politique, islam, éducation/culture, société, santé, littérature/poésie, informatique, *people/funny*), on constate à l'usage que chacun a une orientation et une « ligne éditoriale » qui lui est propre et l'on peut se risquer à établir une typologie. Même si celle-ci peut parfois sembler contestable, nous avons classé ces sites en deux grandes catégories : 1) forums généralistes

---

<sup>5</sup> Voir sur ce sujet, Chevalier (2009b).

<sup>6</sup> <http://www.al-shora.net>.

<sup>7</sup> Pour une liste plus complète, voir Chevalier (2008).

<sup>8</sup> Pour un récit plus complet de l'histoire de *Mareb Press*, voir Chevalier (2009a).

(non thématiques et à vocation nationale), 2) forums thématiques (régionaux, familiaux, etc.)<sup>9</sup>.

C'est parmi les 13 forums généralistes que l'on peut considérer comme généralistes, que l'on comptabilise en général les forums qui bénéficient des audiences quotidiennes parmi les plus importantes : plus de 45 000 internautes pour *Ibb al-khdrâ'*, environ 26 000 pour *Al-majlis al-yamanî*, 14 300 pour *Hadramawt Net*, plus de 6 000 pour *4 Aden*, plus de 4 700 pour *Tâj Saba* et environ 3 700 pour *Hiwâr*<sup>10</sup>. Il est à noter qu'à leur création, ces forums étaient presque tous des forums régionaux, traitant principalement des préoccupations et des affaires locales. Mais comme ces mêmes forums sont également parmi les plus anciens existants, ils ont réussi avec le temps à attirer et à fidéliser un nouveau lectorat extérieur à leur région. En contrepartie, ces nouveaux internautes ont apporté et abordé de nouveaux sujets qui ont donné à ces forums une dimension nationale dépassant les régionalismes.

Les forums thématiques tournent autour des questions suivantes : culture, jeunesse et éducation, femmes, santé, religion et nouvelles technologies. Peut-être trop spécifiques, peu d'entre eux a réussi à attirer un nombre important d'internautes. Par contre, les forums régionaux semblent avoir un vif succès et attirer un nombre croissant de lecteurs. En premier lieu, il est intéressant de remarquer que presque la moitié d'entre eux sont des forums tribaux et/ou familiaux. À côté des sujets plus généraux, on y discute surtout des questions tribales, telles la généalogie, l'histoire ou encore la vie sociale (mariages, décès, nominations, etc.). On s'étonnera de ne pas y trouver des sites consacrés aux plus grandes confédérations tribales du Yémen (Hâshid, Bakîl, Madhâj). Celles présentes sur la toile sont des tribus originaires des gouvernorats (Shabwa, Mâ'rib, Hadramawt, Khawlân) qui connaissent une forte émigration vers la Péninsule arabique ou l'Asie. Selon beaucoup d'internautes, ces forums sont inspirés du modèle saoudien et ont visiblement été conçus en Arabie saoudite d'où ils seraient dirigés par des Yéménites.

Devant le succès de certains forums, il est notable que les journaux numériques et les webzines, si ce n'était pas déjà le cas, ont à leur tour ouvert sur leurs sites des sections « muntada ». Cette innovation, ayant vraisemblablement pour objectif premier de fidéliser leur lectorat en instaurant une certaine interactivité, a permis aux internautes de participer à la vie de ces journaux. En conséquence de quoi, et contrairement à ce que l'on observe sur les autres forums, les débats sont largement déterminés par les articles publiés. Il est assez difficile de classer ces derniers forums car tout dépend de la ligne éditoriale des sites. On peut aussi bien les mettre dans la première catégorie lorsque les journaux ont une dimension nationale, que dans la seconde lorsque ils sont un média local ou thématique.

Notons enfin que quelques ONG yéménites ont-elles aussi ouvert sur leurs sites une telle section. C'est notamment le cas pour *Bila quyûd* (mettre URL), organisation défendant la liberté d'expression et les femmes journalistes, mais sans chiffres, il est difficile d'estimer le nombre de participants.

Il est donc remarquable qu'en si peu de temps, le nombre de création de forums ait été aussi important dans un pays où l'analphabétisme est aussi grand et où les nouvelles

---

<sup>9</sup> Nous en donnons une liste assez complète en annexe, document 1.

<sup>10</sup> Données recueillies sur les sites <http://www.alexa.com> et <http://www.statbrain.com> le 9 décembre 2008. Ces sites font un calcul approximatif entre utilisateurs et pages ouvertes, il convient donc de manier ces chiffres avec une certaine circonspection.

technologies sont si peu répandues. Cela dit, nos entretiens et l'observation des sites ne peuvent que tempérer un certain enthousiasme. Premièrement parce que, même si les forums yéménites sont relativement nombreux, il n'en demeure pas moins que les internautes ont tendances à se concentrer sur quelques sites considérés comme des références et à laisser vivoter les autres. Il suffit pour cela de regarder les différentes audiences pour remarquer que la majorité des forums n'attire qu'un très faible lectorat (document 1). Deuxièmement parce que seule une minorité participe activement et régulièrement aux débats. Alors, pourquoi tant de créations ? Lorsque l'on interroge certains responsables sur leurs motivations, ils mettent tous en avant leur volonté de mettre en relation des Yéménites et de créer les conditions propices au dialogue, au débat d'idées et à la circulation de l'information par des échanges sur les sujets d'actualité ou les questions de société. Cela dit, il faut remarquer que les sections les plus visitées sont rarement les sections politiques ou sociétales, mais sont le plus souvent celles dédiés aux arts, à la mode ou encore au sport (document 3<sup>11</sup>). Cela dit, que ce soit pour annoncer et commenter un remaniement politique dans un gouvernorat ou pour parler des derniers résultats sportif, il s'agit toujours d'informer (« faire savoir, instruire ») les lecteurs. La volonté de faire dialoguer les Yéménites a par contre largement atteint ses objectifs car la mixité des échanges est l'un des effets les plus notables. Dans un pays où les sphères de socialisation hommes/femmes sont traditionnellement séparées, les forums de discussion ont en effet le mérite de faciliter le dialogue entre personnes des deux sexes. Un journaliste yéménite disait en 2008 que « réussir à faire communiquer hommes et femmes est déjà un exploit à mettre au crédit de ces forums »<sup>12</sup>. Les conséquences de cette mixité sont parfois surprenantes. Plusieurs hommes nous ont dit leur surprise après avoir lu les articles ou interventions rédigées par des femmes (quand leur identification était possible), soit qu'elles abordaient un sujet sous un angle nouveau pour eux, ce qui les poussait à réviser leur jugement, soit qu'ils ne croyaient pas possible de tomber d'accord avec elles.

Mais qui sont ces internautes ? Les données chiffrées étant inexistantes, on ne peut en brosser qu'un portrait assez vague issu des nombreux entretiens que nous avons effectué. Ce sont des hommes et des femmes<sup>13</sup>, généralement jeunes (18 à 40 ans) et éduqués, surtout urbains même si un nombre non négligeable d'entre eux vit dans les zones rurales. Ce sont souvent des étudiant(e)s, des journalistes, des intellectuel(le)s, ou encore des militant(e)s de partis politiques. La majorité des visiteurs se connectent depuis l'étranger (document 2) et il ressort que bon nombre de Yéménites expatriés utilisent les forums pour garder le contact et se tenir informés des évolutions en cours dans leur société.

## **S'EXPRIMER LIBREMENT, MAIS DANS QUEL BUT ?**

Pour de nombreux chercheurs, parce qu'il facilite la circulation de l'information et les interactions entre individus, l'internet favoriserait la participation des citoyens à la chose publique (Compiègne, 2007, 124sq). Il serait ainsi un espace public selon la

---

<sup>11</sup> Les chiffres indiqués sont ceux totalisant le nombre des participants et de lecteurs depuis la création du forum. Même si la section politique est très lue, cela ne doit pas faire oublier que, comparé à l'ensemble des autres sections, ces visites restent assez faibles.

<sup>12</sup> Nabîl al-Sûfî, directeur de *News Yemen* (<http://www.newsyemen.net>), le 20 janvier 2008 lors d'un colloque patronné par l'UNESCO sur la diversité culturelle (20-21 janvier 2008).

<sup>13</sup> Comme les internautes utilisent des pseudonymes, il est difficile d'estimer, même dans les grandes lignes, quel est le pourcentage d'hommes et de femmes.

conception de J. Habermas, un lieu essentiel de la formation de la volonté publique où circule des informations. L'internet participerait donc au débat démocratique en accueillant l'expression des opinions et en suscitant les débats.

### La parole débridée

Sans surprise, les forums yéménites sont bien des lieux où des personnes peuvent échanger des documents et des informations qu'on ne retrouve que rarement ailleurs. Quand on les compare aux autres espaces publics, on remarque que, sans être totale, la liberté d'expression y est très grande, surtout si on analyse les forums indépendants. Bien sûr, et comme partout, ils sont « modérés » par les administrateurs de sections qui s'autorisent à censurer tout internaute outrepassant ce qu'ils nomment les « limites de la bienséance », ce qui concerne le plus souvent des questions religieuses ou sexuelles.

Pour ne prendre qu'un exemple, un internaute a mis en ligne sur la section politique intérieure de *Hiwâr* le rapport 2008 de *Human Rights Watch* sur les arrestations et violations des droits de l'homme durant la guerre civile qui s'est déroulée dans le nord du pays entre 2004 et 2008. Ce document mettant en cause les autorités yéménites n'avait à notre connaissance pas été diffusé par les médias traditionnels, probablement pour ne pas encourir le risque de poursuites judiciaires. À lire le contenu des forums, on constate que l'autocensure n'y est pas une pratique courante<sup>14</sup>. Signant leurs articles et/ou interventions par un pseudonyme<sup>15</sup>, beaucoup d'internautes abordent, sans s'embarrasser des circonvolutions ou euphémismes parfois de mise en d'autres lieux, des sujets sociaux ou politiques sensibles qui sont peu ou pas traités dans les médias traditionnels. Ils le font d'autant plus facilement que, bénéficiant de la protection de l'anonymat, ils ne craignent pas les réactions de leur environnement social et politique avec toutes les conséquences négatives que cela impliquerait. D'un point de vue politique, l'un des exemples les plus remarquables peut être tiré d'un débat paru dans le *Majlis al-yamanî* début 2008. Il concernait la situation politique, sociale et économique dans les régions de l'ex-Yémen du Sud où des citoyens manifestaient alors contre la dégradation de leurs conditions depuis la réunification de 1990. On discutait de ces questions sur de nombreux forums, mais c'est sur le *Majlis al-yamanî* que les interventions étaient les plus virulentes. Certains internautes livraient ainsi leur analyse disant que « le Sud du pays était colonisé par le Nord qui lui-même se trouvait sous le joug de la tribu du Président » et en appelait à la sécession, opinion largement partagée par les Sudistes. Passable des plus lourdes peines d'emprisonnement prévues par la Constitution, cette remarque prouve le degré de liberté assez important que les Yéménites ont dans les forums.

La chose peut-être essentielle à relever ici est que, grâce à l'anonymat procuré par les pseudonymes, un certain nombre d'internautes semble dépasser plus aisément leurs appartenances primaires (tribales, religieuses, politiques). Un internaute qui dans la vie réelle est membre d'une tribu et qui par conséquent se doit de la défendre et de faire corps

---

<sup>14</sup> En fait, si l'on suit la définition que donne P. Bourdieu de la censure (« Toute expression est un ajustement entre un *intérêt expressif* et une *censure* constituée par la structure du champ dans lequel s'offre cette expression, et cet ajustement est le produit d'un travail d'euphémisation pouvant aller jusqu'au silence, limite du discours censuré », 1984, 138), il doit bien exister ici une limite (consciente ou non) à la libre expression. Cela dit, et si on la compare avec ce qui est écrit dans les autres médias, les internautes l'ont repoussé très loin.

<sup>15</sup> Chaque internaute doit s'inscrire avant de pouvoir participer à un forum ; cette inscription est la plupart du temps anonyme (on leur demande seulement de choisir un pseudonyme). Quelques forums exigent néanmoins leur vrai nom ; ainsi fichés, certains hésitent à s'y exprimer librement.

avec son groupe, n'hésitera pas à questionner ou à critiquer sur le net certains des rouages et fonctionnements de ce système. On a ainsi pu régulièrement lire des échanges et avis nourris sur la légitimité de la vengeance tribale et certaines des opinions et des arguments avancés étaient tout bonnement indicibles ailleurs. De même, un membre de parti qui, face aux autres militants est obligé d'adhérer sans nuance à la ligne idéologique et partisane officielle, pourra néanmoins se défaire de son identité politique dans le monde virtuel et discuter des questions que sa formation n'aborde pas ou reconsidérer certaines positions défendues par son parti. Ces quelques exemples tendraient à confirmer une théorie chère à certains chercheurs et qui voudrait que le net, espace d'expression personnel et collectif, favorise l'affirmation de l'individu qui écrit à la première personne. Peut-être vraie ailleurs cette théorie reste difficile à démontrer ici.

### **S'exprimer librement, mais pourquoi ?**

Cela nous amène à poser une autre question : pourquoi écrire dans les forums et surtout, quels en sont les objectifs ? Nous avons déjà donné quelques éléments de réponse, allons maintenant plus loin. Il ressort de nos entretiens que les internautes se divisent grossièrement en deux groupes. Parmi la grande diversité des utilisateurs, la très grande majorité n'intervient et ne participe pas régulièrement dans les forums. Il faut également noter que les sections les plus visitées ne sont pas nécessairement celles centrées sur les questions politiques ou sociales, mais bien plus celles concernant le sport, la mode, les nouvelles technologies ou encore les blagues. Pour ces internautes, il semble clair que les forums sont des espaces de divertissement, ce qui n'est pas le cas de la seconde catégorie.

Nous incluons dans celle-ci les internautes qui les utilisent pour des raisons plus politiques, terme ici considéré dans un sens large. Il semble qu'ils se divisent en deux groupes. Certains écrivent dans les forums sans tabler sur une quelconque efficacité de leurs interventions, conscients du fait que trop peu de Yéménites ont accès à l'internet. Ils utiliseraient donc avant tout ces forums comme un lieu permettant d'exprimer des idées socialement et politiquement hétérodoxes. Cette parole libérée, émise rappelons-le dans l'isolement, paraît être une sorte d'exutoire qui n'a pas nécessairement pour but premier de lancer un débat ou d'échanger avec autrui.

Il y a aussi ceux qui, peut-être moins nombreux et moins réalistes au regard de la situation actuelle, veulent croire à l'influence potentielle de leurs articles. Ils prennent donc très à cœur de s'exprimer sur des sujets pouvant faire débat et école. Selon certains utilisateurs, on verrait peu à peu poindre ce que l'on pourrait nommer une forme de journalisme citoyen, ou, à tout le moins, une prise de conscience citoyenne qui, bien que minoritaire, ne doit cependant pas être sous-estimée. C'est ainsi que cinq des six correspondants permanents de *Mareb Press* n'ont eu d'autre formation que les forums où ils ont appris le métier<sup>16</sup>. Leurs articles et intervention avait pour seul objectif de proposer à leur lectorat ce qu'ils disaient ne pas trouver dans les autres médias : des informations fiables et vérifiées concernant leurs régions respectives. De journalistes-citoyens ils sont ensuite passés à journalistes professionnels avec le même but. D'autres internautes ont quant à eux des ambitions plus politiques et espèrent même donner naissance à des groupes de pression capables d'influer sur certaines décisions du gouvernement.

---

<sup>16</sup> Même si le sixième est diplômé de la faculté de journalisme du Caire, il semble bien que ce soit sur les forums qu'il ait concrètement appris le métier.



Il faut aussi parler du rôle joué par les nombreux Yéménites de l'étranger. Ayant quitté le pays pour des raisons économiques ou universitaires, ces espaces sont pour eux un moyen de garder un contact avec le Yémen et leur région. Selon nos entretiens, ces utilisateurs pourraient, même si les généralisations sont parfois discutables, se diviser en deux grandes catégories. La première serait celle des « passeurs », *i.e.* les Yéménites bien intégrés dans leur pays d'accueil (essentiellement les pays arabes), tentant de diffuser des idées nouvelles, issues de leurs expériences vécues « ailleurs », et qui jouent le rôle de pont entre le Yémen et l'étranger. La seconde catégorie serait celle des « tenants du choc des civilisations », *i.e.* le plus souvent des Yéménites désillusionnés par l'Occident après l'avoir fantasmé et souffrant de ce monde individualiste qui les rejette. Ils utilisent les forums pour diffuser *leur* vérité à propos de cet Occident et abjurer leurs concitoyens à conserver leur vie/culture/tradition, en refusant toute innovation exogène. Les uns ou les autres ont en tout cas la même volonté de convaincre.

Enfin, et toujours depuis l'étranger, ils sembleraient que dans une stratégie d'opposition, les opposants politiques sudistes en exil utilisent et prennent appui sur les forums pour diffuser leurs idées aux Yéménites du Yémen et pour éventuellement susciter un soulèvement populaire contre le régime actuel.

Notons pour finir que, bien qu'ayant des objectifs différents ou divergents, la participation de tous ces internautes est un investissement symbolique fort, en ce sens où ils consacrent souvent beaucoup de temps à naviguer, lire et écrire sans en retirer un quelconque bénéfice matériel. Cet investissement est consenti car ils peuvent en retirer un profit symbolique plus ou moins immédiat (Accardo, 2006, 144*sq.*). Suivant les cas, on peut imaginer le plaisir procuré par les interactions et les échanges sociaux, l'acquisition de connaissances, le sentiment d'être utile en participant aux débats, l'impression d'être valorisé quand l'internaute énonce ses idées propres ou réussit à convaincre ou encore celle d'être en quelque sorte « reconnu » par les autres.

Ainsi, pour les différentes raisons évoquées ci-dessus, on peut affirmer sans grande surprise que les forums accueillent et suscitent le débat démocratique. À la notion d'espace public, nous lui préférons ici celle d'*espace social* (Accardo, 2006, 201*sq.*), un espace social *horizontal* dans la mesure où les rapports entre individus ne sont pas déterminés par l'existence de pôles dominant et dominé. Il n'y existe que trois niveaux mais qui ne fonctionnent pas réellement de façon hiérarchique : 1) le créateur n'agit qu'au début du processus en mettant à disposition un lieu et en définit les règles d'utilisation, 2) les modérateurs de sections qui s'assurent de leur respect et 3) les internautes qui l'investissent, le nourrissent et finalement se l'approprient. Ces derniers se répartissent l'espace les pôles (les sections) d'expression selon leurs seuls intérêts car « on a d'autant plus d'opinions sur un problème que l'on est intéressé par le problème » (Bourdieu, 1984, 232). En un mot, ils structurent l'espace social. Les seuls rapports d'« autorité » ne se font qu'entre les deuxième et troisième niveaux, et encore sont-ils en fin de compte assez réduits.

De même, l'espace social est relativement *autarcique* car les pratiques (façon d'écrire, etc.) ne sont que le produit des facteurs internes (et non externes) de cet espace. Non pas que les acteurs soient isolés du monde extérieur. Leur activité professionnelle et leur vie sociale les font bien sûr appartenir à d'autres champs sociaux. Mais une fois devenus internautes, ces autres appartenances ne déterminent plus nécessairement leur façon de faire. À moins bien sûr de n'utiliser cet espace qu'à des fins partisans comme nous l'avons déjà vu.

C'est enfin un espace social *ouvert* car plus il accueillera d'éléments indépendants et multiples qui interagiront, plus sa viabilité sera assurée. Selon la théorie de l'intelligence collective, de cet agrégation pourrait émerger un ensemble aux connaissances et aux performances supérieures à la somme des parties qui la composent (Compiègne, 2007, 112). On est alors en droit de se demander à quoi sert ce foisonnement d'expression publique, de débats et d'opinions ? Qu'est-ce qui en émerge ? Quel est l'impact sur la société yéménite dans son ensemble ? Il est très difficile d'évaluer la richesse des échanges, de cerner quelles sont les influences réciproques ou de prédire ce sur quoi le phénomène débouchera. Pour les internautes désireux de réformer leur société, on peut affirmer sans grand peine qu'ils ont toutes les chances d'être déçus. En effet, les forums de discussion, et plus généralement l'internet, fonctionne comme un espace social largement coupé du reste de la société yéménite. Si ces militants veulent un jour que leurs débats se transforment en actions, il leur faudra inévitablement sortir de cet espace acorporel et déterritorialisé pour entrer dans l'espace militant « réel ». En un mot, passer de la communauté virtuelle à la communauté physique où ils créeront des associations, espaces sociaux permettant l'addition de capacités et de compétences individuelles pouvant être valorisées dans le capital associatif qui leur faudra convertir en actions sociales et politiques capables d'influer sur les décisions politiques (Compiègne, 2007, 88 et Chomsky, 2005, 134sq). À notre connaissance, ce n'est pas encore arrivé, peut-être parce qu'aussi bien l'internet que l'action collective au sein d'associations sont des phénomènes relativement récents au Yémen.

Cela dit, ce qui s'écrit sur le net commence peu à peu à gagner la société réelle. Pour revenir sur l'exemple des journalistes de *Mareb Press*, notons qu'ils interviennent encore aujourd'hui dans certains forums. Ils sont donc au courant des dernières idées qu'on y trouve et en incluent parfois certaines dans leurs articles. Comme le site est aujourd'hui devenu une référence utilisé par beaucoup de journalistes de presse (imprimée et numérique), il n'est pas rare de voir certains sujets initialement lancés par ce webzine puis repris plus largement dans les médias yéménites. C'est ainsi qu'il peut être considéré comme une sorte de pont entre le cyberspace et le monde réel, un moyen permettant à la société réelle d'accéder aux débats se déroulant sur la toile. Mais il existe un autre moyen, le mode de sociabilité spécifique au Yémen que sont les séances de qâf. Il n'est en effet pas rare de voir des personnes de classes sociales et d'âges différents se réunir dans un même lieu pour qâter et discuter. C'est alors l'occasion pour les internautes de propager ce qui se dit sur le net (même si, ne nous y trompons pas, ce qui se dit dans le monde virtuel n'est pas très éloigné de ce qui se dit dans la vie réelle). Mais encore une fois, il est difficile d'estimer l'influence de ces rencontres. Il faudra attendre encore quelques années pour évaluer cela.

### **Le pouvoir face à la parole libérée**

Face à cette liberté d'expression, le pouvoir yéménite prend, semble-t-il depuis 2004-2005, la mesure du potentiel oppositionnel de l'information circulant sur l'internet. Tout se déroule comme si, à l'image de ce qui s'est passé en France au XVIII<sup>e</sup> siècle, les autorités découvraient stupéfaites que le peuple est capable de réfléchir, s'étonnant de la manière dont les individus s'expriment ouvertement comme s'il était naturel d'exprimer ses avis et ses indignations (Farge, 1992, 1<sup>ère</sup> partie). Même si l'État yéménite souhaite contrôler les informations circulant sur le web<sup>17</sup>, il n'applique pas une politique générale et systématique

---

<sup>17</sup> Il semblerait que le gouvernement réfléchisse depuis plusieurs mois à une nouvelle loi qui lui permettrait de contrôler la parole publique « virtuelle ».

de filtrage (toujours déguisée sous des problèmes techniques) (Chevalier, 2008 et 2009a). Il lui arrive cependant de bloquer un forum ayant publié l'intervention jugée inacceptable d'un internaute. Tout comme Louis XV qui tolérait les paroles rapportées dans les gazetins mais n'hésitait pas à sévir lorsqu'elles se montraient par trop critiques envers lui. Plutôt que d'employer des méthodes coercitives, le pouvoir yéménite préfère engager des « mouches » d'un nouveau genre ayant pour mission de capter la parole publique, de relayer sans nuance le discours politique officiel et ainsi de contrebalancer les opinions trop anti-gouvernementales de certains internautes. Ne serait-ce que par cette stratégie, il est évident que les autorités prennent de plus en plus au sérieux ce qui s'écrit sur les forums de discussions. On ne peut ici faire qu'une hypothèse, mais il est vraisemblable que l'État les appréhende désormais comme des espaces de pouvoir en devenir d'où émergeront peut-être de nouveaux rapports de force qui mettront en péril l'ordre établi.

Les mouches qui, n'en doutons pas rédigent des rapports détaillés sur ce qu'ils trouvent sur la toile, permettent aux responsables politiques de prendre le pouls de la société yéménite et de prendre conscience des attentes réelles d'une partie de leurs citoyens. Mais que font-ils de cette expression publique ? Certaines idées issues des débats débouchent-elles sur un changement dans l'action publique. N'oublions pas que, comme le dit N. Chomsky, les structures du pouvoir ont par nature vocation à se perpétuer (Chomsky, 2005, 134sq). Pour se faire, au moins depuis la guerre civile de 1994, l'État yéménite tente de réduire peu à peu les modes d'identification particulariste (Nord-Sud, shâfi'ite-zaydite, etc.) qui entravent ses capacités à exercer le monopole de l'autorité sur l'ensemble du pays. Dans cette logique, il semble parfois vouloir activer « la constitution d'une société civile en s'efforçant de se doter, de façon volontaire, d'interlocuteurs censés incarner les différents intérêts sociaux et ainsi transcender les particularismes communautaires » (Badie, 1992, 117). C'est ainsi qu'il finance des syndicats et des associations avec peut-être l'espoir qu'ils (re)tomberont tôt ou tard dans son giron et lui feront allégeance. Mais pour ce qui est de la « communauté » virtuelle, le régime n'a semblé-t-il pour l'instant adopté aucune politique ni fait aucun geste qui laisserait entendre qu'il est à son écoute. Cela dit, encore une fois, les internautes ne formant pas une entité structurée, même s'il en avait l'intention, le pouvoir serait bien en peine de trouver un interlocuteur avec qui parler. Quant à ce qui est des idées que l'on trouve sur les forums, soit qu'il est trop occupé à essayer de résoudre des problèmes autrement plus urgents (hausse des prix, mécontentement social, « terrorisme », etc.), soit qu'il ne prenne pas en considération ce que dit cette minorité de Yéménites, le pouvoir ne semble pour le moment pas avoir songé à en appliquer certaines.

## CONCLUSIONS

Espaces où la parole publique est moins contrôlée, où la liberté d'expression est plus grande, où l'on peut y écrire et y lire des opinions inédites et/ou interdites ailleurs, ces forums sont des lieux d'échanges accessibles qu'à une petite frange de la population. Ces lieux numériques sont ainsi des espaces de mixité où des hommes et des femmes, ainsi dégagés des pressions sociales, communiquent sans subir les contraintes existant dans la vie réelle. Ils sont également le lieu d'une sociabilité déterritorialisés, l'un des seuls moyens qu'ont des Yéménites habitant dans divers endroits (dans différents gouvernorats et à l'étranger) de créer et/ou de maintenir un lien difficile ou impossible ailleurs.

À quoi sert et sur quoi débouche ce foisonnement d'expression publique ? Doit-il nécessairement avoir des effets ? Des chercheurs pensent que l'internet est un outil pouvant renforcer la démocratie (Compiègne, 2007, 124sq). Mais renforcer n'est pas susciter. Pour ce qui concerne le Yémen, il faut rester très prudent. Certes la démocratie existe en cela que les forums sont des lieux de débats horizontaux où chacun est libre de s'exprimer. Néanmoins, ces débats n'ont que très peu d'impact sur la vie mondaine. Pour que ces idées puissent avoir une influence sur les décisions publiques, il faudrait comme nous l'avons dit sortir de l'espace virtuel pour constituer des associations « concrètes ».

Les forums sont donc bien un lieu de libre expression (qui en aurait douté ?), un nouvel espace public où se forment et s'échangent les idées. Reste à savoir si cet espace fait partie de la « société civile yéménite » et si elle est un des lieux de son expression. Reprenons point par point la définition que nous avons choisie en introduction (Badie, 1992, 116sq). Trois critères seraient nécessaires à l'existence d'une telle société. Le premier serait d'abord la « différenciation des espaces sociaux privés par rapport à l'espace politique ». Cela est bien ici le cas, mais seulement si on laisse de côté les forums animés par les journaux numériques et webzines partisans. Et même en ne prenant en compte que les autres forums, il nous semble que les sections politiques et sociétales appartiennent finalement à l'espace politique. Le deuxième critère serait « l'individualisation des rapports sociaux qui confèrent à l'allégeance citoyenne une valeur prioritaire ». On a vu que les forums sont parfois le lieu où les internautes prennent du recul et/ou se départissent de leurs allégeances primaires pour s'exprimer en tant que « citoyens yéménites ». Cela dit il n'est pas sûr qu'il y ait individualisation des rapports sociaux pour les internautes utilisant les forums tribaux et familiaux, forums où les identités locales priment sur une identification citoyenne. Le troisième critère serait enfin « l'horizontalité des rapports à l'intérieur de la société qui fait préférer la logique associative à la structuration communautaire et, de ce fait, marginalise les identifications particularistes au profit de l'identification nationale ». On retrouve cela dans les quelques forums tenus par des ONG et associations et dans les forums généralistes, mais là encore que faire des forums régionaux, tribaux et familiaux, qui sont avant tout des lieux que l'on pourrait qualifier de conservatoires des appartenances primaires et où l'identification nationale n'est pas l'objectif.

Au risque de décevoir, nous sommes incapables de donner une réponse claire et définitive. Suivant cette définition et selon les cas, les forums peuvent ou non faire partie de la « société civile ». Peut-être faut-il en fin de compte abandonner cette notion qui complique passablement les choses et n'offre pas une grille d'analyse scientifiquement opérante et utiliser plus simplement le terme de société. Ce dont on est sûr c'est que les forums sont des espaces sociaux où s'expriment des Yéménites ayant des profils (homme/femme, urbain/rural/tribal, etc.) et des parcours différents. Quelle cohérence peut-on donner alors à cet ensemble ? À part qu'ils savent lire, écrire et se servir d'un ordinateur, et même s'ils ont des logiques d'utilisation et des intérêts divergents, concurrentiels ou compétitifs (Crozier et Friedberg, 1977, 42sq), leur seul point commun est que tous ont *choisi* d'utiliser et d'évoluer dans un espace social en respectant les règles. Cette agrégation d'individualités a donné lieu à une multiplicité de situations interactionnelles inédites et spécifiques à l'internet, et l'on peut supposer que cette communication en ligne est en train d'induire dans ce pays la création d'une nouvelle forme et de nouveaux réseaux de sociabilité (Compiègne 2007, 109sq).

## BIBLIOGRAPHIE

- Accardo Alain (2006), *Introduction à une sociologie critique. Lire Pierre Bourdieu*, 3<sup>ème</sup> édition revue et actualisée, Agone, Marseille
- Badie Bertrand (1992), *L'État importé. Essai sur l'occidentalisation de l'ordre politique*, Fayard, Paris
- Bourdieu Pierre (1984), *Questions de sociologie*, Les éditions de minuit, Paris
- Chevalier Patrice (2008), *Guide du Yémen-sur-Web*, GREMMO, <http://www.mom.fr/guides/yemen/yemen-Contents.html>
- Chevalier Patrice (2009a), « Informer au Yémen : dialogues entre la presse de l'imprimé et du virtuel », in Gonzalez-Quijano Yves et Guaaybess Tourya (dir.), *Les Arabes parlent aux Arabes. La révolution de l'information dans le monde arabe*, Actes Sud / Sindbad, Arles, pp. 209-223
- Chevalier Patrice (2009b), « The Yemeni Law and How to Use it Against Journalists », in *Westminster Papers in Communication and Culture (WPCC)*, Université de Westminster, également disponible sur le site HAL <http://hal.archives-ouvertes.fr/hal-00361700/fr/> (à paraître)
- Chomsky Noam (2005), *Comprendre le pouvoir. L'indispensable de Chomsky*, Aden, Bruxelles
- Crozier Michel, Friedberg Erhard (1977), *L'acteur et le système. Les contraintes de l'action collective*, Le Seuil, Paris
- Compiègne Isabelle (2007), *Internet. Histoire, enjeux et perspectives critiques*, Ellipses, collection Infocom, Paris
- Farge Arlette (1992), *Dire et mal dire. L'opinion publique au XVIII<sup>e</sup> siècle*, Seuil, Paris
- Habermas Jürgen (1963), *L'espace public : archéologie de la publicité comme dimension constitutive de la société bourgeoise*, Payot
- Mercklé Pierre (2004), *Sociologie des réseaux sociaux*, La Découverte, collection Repères, Paris
- Pirote Gautier (2007), *La notion de société civile*, La Découverte, Paris

## Résumé

Quatre ans après l'introduction de l'internet au Yémen (2000), des individus comprennent que cette innovation technologique offre de grandes perspectives en termes d'information et de communication et qu'ils peuvent y créer des espaces de dialogue et d'échanges pour les Yéménites. C'est ainsi que se multiplient les forums de discussion (*muntadayât*). Espaces où la prise de parole est plus aisée, où la liberté d'expression est plus grande et où l'on peut y écrire et y lire des opinions inédites ailleurs, ils attirent au fil des ans un nombre croissant d'internautes désirant parler des sujets agitant le Yémen et le monde et ainsi participer au débat public. Certains voient même émerger des débats une prise de conscience citoyenne qui déboucherait parfois sur ce que l'on pourrait appeler un journalisme citoyen.

Cet article tente de répondre à plusieurs questions. Ces forums sont-ils partie intégrante de la société civile? Est-il même judicieux d'utiliser cette notion empreinte des idées politiques, sociales et économiques du monde dans laquelle elle a été forgée (l'Occident)? Pourquoi ces internautes ressentent-ils le besoin d'exprimer leurs opinions? Par quelles motivations sont-ils mus? Quels sont leurs objectifs et qu'espèrent-ils voir ressortir de ce foisonnement d'idées? Comment le pouvoir, qui depuis peu prend la mesure de son potentiel oppositionnel, réagit?

On peut supposer que cette agrégation d'individualités est en train de donner lieu à une multiplicité de situations interactionnelles inédites et que les communications en ligne induisent dans ce pays la création d'une nouvelle forme et de nouveaux réseaux de sociabilité.

## Summary

Four years after the introduction of internet in Yemen (2000), some people understand that this technological innovation is a wonderful tool for information and communication and that they can create some spaces of dialogue and exchanges for Yemenis. Some of them have thus been creating Internet forums (*muntadayât*). Spaces where speeches are easier, where freedom of expression is larger and where one can write and read some original opinions, forums attract more and more internet users who want to speak about important subjects for Yemen and the world, and then to participate to public debate. Some people think that citizen awareness is emerging from debates and that it could raise a kind of citizen journalism.

This article tries to answer to several questions. Are these forums belonging to civil society? Because of it has been elaborated within and from the political/social/economical Western ideas, is the use of this concept judicious here? Why internet users need to express their own opinions? Which are their motivations and their objectives? Will something concrete go out from this profusion of ideas? How the Power, which is now evaluating its oppositional potential, reacts?

One can suppose that this aggregation of individualities is giving a multiplicity of unique interactionnal situations and that web communications are creating a new form and new networks of sociability.

## Mot-clef :

Yémen, internet, forums de discussion, liberté d'expression, espace publique, société civile

## Keywords:

Yemen, Internet, Internet forums, freedom of expression, public space, civil society